



COUR DES
COMPTES
EUROPÉENNE

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 581

« **Fourniture de papier graphique et à copier** »

Procédure ouverte

Cour des comptes européenne

ANNEXE 3

Dossier d'offre

Octobre 2016

DOSSIER D’OFFRE

Le soumissionnaire doit suivre la structure du dossier d’offre ci-dessous. **Il est demandé de ne pas altérer le contenu des formulaires.** Par souci de protection de l’environnement, il est demandé, dans la mesure du possible, de produire les documents sur des pages imprimées recto-verso et sur papier recyclé.

	Document	Formulaire type de réponse	Stade de l’appel d’offre	Référence dans l’Offre fournie (à remplir par le soumissionnaire)
<i>Première partie: Informations administratives</i>				
*	Une lettre d’accompagnement portant la signature d’un représentant autorisé (à fournir)	---	À fournir avec l’offre initiale	
*	Signalétique financier (à remplir)	Formulaire 1	Seront demandés aux soumissionnaires à qui l’attribution du contrat sera proposée	
*	Formulaire standard d’identification (à remplir)	Formulaire 2		
*	Dans le cas d’une offre conjointe <ul style="list-style-type: none"> Une déclaration, établie conformément au modèle de procuration ci-joint, signée par les représentants légaux de tous les partenaires de l’offre conjointe (à remplir) 	Formulaire 3	À fournir avec l’offre initiale	
*	Dans le cas du recours à la sous-traitance <ul style="list-style-type: none"> Le questionnaire relatif à la sous-traitance, y compris une déclaration d’intention, signé par un représentant légal du soumissionnaire et sous-traitant (à remplir) 	Formulaire 4	À fournir avec l’offre initiale	
<i>Deuxième partie: Documents relatifs aux critères d’exclusion et de sélection</i>				
	Déclaration relative aux motifs d’exclusion et de sélection (à remplir)	Formulaire 6	À fournir avec l’offre initiale	

*	<p>Pour information : L'attributaire du marché aura l'obligation de fournir des justificatifs suivants avant la signature du contrat (<i>à fournir</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none">• un extrait récent et valide du casier judiciaire en général datant de moins de trois (3) mois du dirigeant de l'entreprise soumissionnaire et éventuellement le même document concernant ladite entreprise si celui-ci est prévu par la législation• un certificat récent et valide en général datant de trois (3) mois au plus indiquant que les obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ont été remplies• un certificat récent et valide en général datant de trois (3) mois au plus indiquant que les obligations relatives au paiement des impôts ont été remplies		Seront demandés aux soumissionnaires à qui l'attribution du contrat sera proposée	
a) capacité juridique				
*	<ul style="list-style-type: none">• Document constitutif de la société et les statuts avec leur dernière mise à jour ou ces seuls statuts si ceux-ci ont valeur d'acte constitutif (<i>à fournir</i>)	---	Seront demandés aux soumissionnaires à qui l'attribution du contrat sera proposée	
	<ul style="list-style-type: none">• Justification de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce et des sociétés dans les conditions prévues par la législation du pays où le soumissionnaire est établi (<i>à fournir</i>)	---		
b) capacité financière et économique				

*	<p>Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des deux derniers exercices clos ainsi que le chiffre d'affaires réalisé sur une période identique pour la même branche d'activité que celle à laquelle le marché se réfère. Pour le tout dernier et plus proche exercice des attestations de chiffre d'affaires dûment signées par un expert-comptable, un commissaire aux comptes ou un réviseur d'entreprise régulièrement inscrits sur les listes professionnelles, peuvent être fournies si les comptes officiels n'ont pas encore été établis et arrêtés, déposés voire certifiés. De façon à corroborer la déclaration de chiffre d'affaires le ou les soumissionnaires devront fournir les états financiers (le cas échéant publiés si la publication est obligatoire) portant sur les deux (2) derniers exercices clos étant entendu qu'une attestation portant sur des comptes provisoires peut être produite si elle est dûment signée par un expert-comptable, un commissaire aux comptes ou un réviseur d'entreprise agréé si les derniers comptes n'ont pas encore été officiellement établis et arrêtés, déposés voire certifiés (<i>à fournir</i>)</p>	---	Seront demandés aux soumissionnaires à qui l'attribution du contrat sera proposée	
c) capacité technique et professionnelle				
*	Liste des marchés de catégorie comparable (<i>à remplir</i>)	Formulaire 5	Sera demandés aux soumissionnaires à qui l'attribution du contrat sera proposée	
Troisième partie: Échantillons				
	Échantillons de papier à fournir par le soumissionnaire	Quantités	À fournir avec l'offre initiale	
*	<ul style="list-style-type: none"> Papier 80 g/m2 recyclé – blanc – format A4 (<i>à fournir</i>) 	20 feuilles		
*	<ul style="list-style-type: none"> Papier 80 g/m2 recyclé – blanc – format A3 (<i>à fournir</i>) 	20 feuilles		
*	<ul style="list-style-type: none"> Papier 80 g/m2 recyclé – couleur - format A4 (<i>à fournir</i>) 	20 feuilles		
*	<ul style="list-style-type: none"> Papier 80 g/m2 recyclé – couleur – format A3 (<i>à fournir</i>) 	20 feuilles		

*	• Papier 100g/m2 recyclé – blanc nacré équivalent à du papier conqueror velin – A4 (<i>à fournir</i>)	20 feuilles		
	• Papier 160g/m2 recyclé – blanc – A4	20 feuilles		
	• Papier 280g/m2 – blanc – A4	20 feuilles		
<i>Quatrième partie: documents relatifs aux critères d’attribution financiers</i>				
*	Bordereau des prix dûment rempli, daté et signé (<i>à remplir</i>)	Formulaire 7	À fournir avec l’offre initiale	
*	Hypothèse d’exploitation dûment remplie, datée et signée pour les quantités indiquées par catégorie de produit (<i>à remplir</i>)	Formulaire 8	À fournir avec l’offre initiale	

Nom et fonction du signataire

Date:.....

Signature

Cachet du soumissionnaire

Formulaire 1 : Signalétique financier

<p align="center">NOTIFICATION D'IDENTIFICATION BANCAIRE A envoyer à la Cour des comptes européenne 12 rue Alcide de Gasperi K3 / BAC L-1615 LUXEMBOURG</p>

TITULAIRE DU COMPTE BANCAIRE

Nom		
Raison sociale		
Numéro TVA		
Adresse	Rue	numéro
	Code postal	Boîte postal
	Ville	Pays
<i>Identification bancaire:</i>		
Ouvert au nom de ¹		
Rue - Numéro ²		
Code postal - Ville - Pays ²		
N° de compte IBAN		
Banque - Nom		
Adresse SWIFT (code BIC)		
Code postal - Ville - Pays		

Joindre impérativement une copie du relevé d'identification bancaire émis par la Banque ou une copie d'un relevé de compte

Je m'engage à communiquer, par écrit, toute modification éventuelle à la Cour des Comptes européenne.

Date
Signature

Cadre réservé à la comptabilité :
Par :
Signature :
N° de registration :

1 si le nom de la société est différent sur le compte bancaire
2 si l'adresse de la société est différente sur le compte bancaire

Formulaire 2 : Identification du soumissionnaire

Identification du soumissionnaire

agissant en qualité de:

- ☐ membre d'un consortium (indiquer la fonction)
Prière de fournir le formulaire pour chaque membre d'un consortium
- ☐ soumissionnaire unique

Informations à reprendre dans le contrat en cas d'attribution

Identité	Réponses
Raison sociale complète du soumissionnaire	
Forme juridique	
Pays d'enregistrement	
Numéro d'enregistrement	
Numéro de TVA	
Adresse complète du siège social du soumissionnaire	
Adresse Internet (le cas échéant)	
Personne(s) désignée(s) à signer le(s) contrat(s): nom, en toutes lettres, et fonction.	

Personne de contact	Réponses
Nom, en toutes lettres, et titre	
Fonction	
Raison sociale de la société	
Adresse complète	
Téléphone	
Fax	
Adresse courrier électronique	

Formulaire 3 : Procuration

Procuration

(lorsque le soumissionnaire est un groupement d'opérateurs économiques)

Les soussignés,

- Signataire 1 (nom, fonction, entreprise, siège social, numéro de TVA)
- Signataire 2 (nom, fonction, entreprise, siège social, numéro de TVA)
- Signataire N (nom, fonction, entreprise, siège social, numéro de TVA), etc...

chacun ayant la capacité juridique requise pour agir au nom de sa société,

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. La Cour des comptes européenne a attribué le contrat N° (« le contrat ») à l'entreprise 1, l'entreprise 2,...et l'entreprise N (« les membres du groupe »), sur la base de l'offre conjointe soumise le pour les travaux de ... (« les travaux »).
2. En tant que cosignataires du contrat, tous les membres du groupe:
 - a) sont solidairement responsables envers la Cour des comptes européenne de l'exécution du contrat;
 - b) respectent les conditions du contrat et veillent à la bonne exécution de leur part respective des travaux.
3. À cet effet, les membres du groupe ont constitué le groupe (« le groupe ») conformément à la législation Sa forme juridique est la suivante : [Fournir des détails sur l'immatriculation du groupe: numéro de TVA, registre du commerce, etc.]
4. Les paiements effectués par la Cour des comptes européenne pour les travaux se feront sur le compte bancaire du chef du groupe ou du groupe [à préciser dans le contrat] ou [Indiquer le nom de la banque, l'adresse, le numéro de compte, etc.].
5. Les membres du groupe nomment désignent l'entreprise X comme chef du groupe. [N.B.: le chef du groupe doit être l'un de ses membres] ou M./Mme..... comme responsable du groupe.
6. Les membres du groupe confèrent au responsable du groupe/ au chef de groupe tous les pouvoirs nécessaires pour agir seul en leur nom en ce qui concerne les travaux. Ce mandat comporte notamment les tâches suivantes:
 - a) il signe tous les documents contractuels – y compris le contrat, les contrats spécifiques et leurs avenants – et établit toutes les factures relatives aux travaux au nom des membres du groupe;
 - b) il est le point de contact unique pour la Cour des comptes européenne en ce qui concerne les travaux au titre du contrat. Il coordonne les travaux par les membres du groupe à la Cour des comptes européenne et veille à la bonne exécution du contrat. Toute modification du présent accord / de la présente procuration est soumise à l'approbation expresse de la Cour des comptes européenne.

Le présent accord / la présente procuration expire lorsque toutes les obligations contractuelles des membres du groupe envers la Cour des comptes européenne en rapport avec les travaux à assurer au titre du contrat ont cessé d'exister. Les parties ne peuvent le/la résilier avant cette date sans l'accord de la Cour des comptes européenne.

Signé à....., le

Nom (x le nombre de membres)
Fonction (x le nombre de membres)
Entreprise (x le nombre de membres)

Formulaire 4 : Questionnaire concernant la sous-traitance

Questionnaire concernant la sous-traitance

Ce questionnaire doit être complété si la sous-traitance est prévue (par chaque sous-traitant prévu).

Justification, rôle, activités et responsabilités des sous-traitants

Veuillez remplir cette page pour chacun des sous-traitants:

Nom du sous-traitant:

.....

Forme juridique:

.....

Pays d'enregistrement:

.....

Numéro d'enregistrement:

.....

Adresse du siège social:

.....

Personne de contact:

.....

Téléphone:

.....

Justification de la sous-traitance:

.....

Rôle, activités et responsabilités du sous-traitant:

.....

Volume ou proportion de la sous-traitance:

.....

Avez-vous l'intention de faire valoir les capacités du sous-traitant afin de satisfaire aux critères de sélection ?

En cas de réponse affirmative, veuillez spécifier de quels critères de sélection il s'agit – capacité économique et financière ou capacité technique et professionnelle y compris logistique – et veuillez noter que le soumissionnaire devra fournir les documents qui permettent l'évaluation des critères de sélection, dans la mesure où le sous-traitant met ses ressources à la disposition du soumissionnaire pour l'exécution du contrat.

.....

Déclaration d'intention (à signer par chaque sous-traitant)

J'affirme mon intention de collaborer avec le soumissionnaire si celui-ci remporte le contrat.

Signature du sous-traitant

Déclaration d'intention (à signer par le soumissionnaire)

J'affirme mon intention de collaborer avec le sous-traitant (nom, raison sociale, adresse du siège social, n° d'enregistrement)

Signature du soumissionnaire

Formulaire 5 : Liste des marchés similaires ou de catégorie comparable réalisés sur les trois dernières années au plus

Liste des marchés similaires ou de catégorie comparable réalisés sur les trois dernières années au plus

3 marchés au minimum sont requis classés du plus récent au plus ancien – Cf. point 7.2 sous « Capacité technique et professionnelle » des Clauses administratives de l'Annexe 2

N°	Année	Nom / objet du projet	Client	Montant
1				
2				
3				

Formulaire 6 : Déclaration sur l'honneur

Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection

[Le][La] soussigné[e] [nom du signataire du présent formulaire]:

(uniquement pour les personnes physiques) se représentant [lui][elle]-même	(uniquement pour les personnes morales) représentant la personne morale suivante:
Numéro de carte d'identité ou de passeport: («la personne»)	Dénomination officielle complète: Forme juridique officielle: Numéro d'enregistrement légal: Adresse officielle complète: N° d'immatriculation à la TVA: («la personne»)

I – Situation d'exclusion concernant la personne

➤ déclare que la personne susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON
a) elle est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, elle a conclu un concordat préventif, elle se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit du pays où elle est établie, à celui du pays où le pouvoir adjudicateur se situe ou à celui du pays où le marché doit être exécuté;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle elle appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:		
i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères de sélection ou dans l'exécution d'un marché;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) conclusion d'un accord avec d'autres personnes en vue de fausser la concurrence;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) violation de droits de propriété intellectuelle;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure d'attribution;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
d) il a été établi par un jugement définitif que la personne est coupable des faits suivants:		
i) fraude, au sens de l'article 1 ^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ii) corruption, telle qu'elle est définie à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'UE, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997, et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil, ou telle qu'elle est définie dans les dispositions légales du pays où le pouvoir adjudicateur se situe, du pays où la personne est établie ou du pays où le marché doit être exécuté;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iii) participation à une organisation criminelle telle qu'elle est définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels qu'ils sont définis à l'article 1 ^{er} de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
v) infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies respectivement à l'article 1 ^{er} et à l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e) elle a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché financé par le budget de l'Union, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles, d'audits ou d'enquêtes effectués par un ordonnateur, l'OLAF ou la Cour des comptes;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive qu'elle a commis une irrégularité au sens de l'article 1 ^{er} , paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g) en cas de faute professionnelle grave, de fraude, de corruption, d'autres infractions pénales, de manquements graves dans l'exécution d'un marché ou d'irrégularités, elle tombe sous le coup: i. de faits établis dans le cadre d'audits ou d'enquêtes menés par la Cour des comptes, l'OLAF ou le service d'audit interne, ou de tout autre contrôle, audit ou vérification effectué sous la responsabilité d'un ordonnateur d'une institution de l'UE, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'UE; ii. de décisions administratives non définitives, y compris le cas échéant de mesures disciplinaires prises par l'organe de surveillance compétent qui est chargé de vérifier l'application des normes de déontologie professionnelle; iii. de décisions de la BCE, de la BEI, du Fonds européen d'investissement ou d'organisations internationales; iv. de décisions de la Commission relatives à la violation des règles de l'Union dans le domaine de la concurrence ou de décisions d'une autorité nationale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

compétente concernant la violation du droit de l'Union ou du droit national en matière de concurrence; ou v. de décisions d'exclusion prises par un ordonnateur d'une institution de l'UE, d'un organisme européen ou d'une agence ou d'un organe de l'UE.		
---	--	--

II – Situations d'exclusion concernant les personnes physiques ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de la personne morale

Ne s'applique pas aux personnes physiques, aux États membres et aux autorités locales

➤ déclare qu'une personne physique qui est un membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de la personne morale susmentionnée ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ladite personne morale (à savoir les chefs d'entreprise, les membres des organes de direction ou de surveillance et les personnes physiques détenant, à titre individuel, la majorité des parts) se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
Situation visée au point c) ci-dessus (faute professionnelle grave)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point d) ci-dessus (fraude, corruption ou autre infraction pénale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point e) ci-dessus (manquements graves dans l'exécution d'un marché)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point f) ci-dessus (irrégularité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

III – Situations d'exclusion concernant les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de la personne morale

➤ déclare qu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes de la personne morale susmentionnée se trouve dans l'une des situations suivantes:	OUI	NON	Sans objet
Situation visée au point a) ci-dessus (faillite)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation visée au point b) ci-dessus (non-respect du paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

IV – Motifs de rejet de la présente procédure

➤ déclare que la personne susmentionnée:	OUI	NON
h) a faussé la concurrence en ayant déjà participé à la préparation de documents de marché pour la présente procédure de passation de marché.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

V – Mesures correctrices

Si elle déclare l'une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, la personne doit indiquer les mesures qu'elle a prises pour remédier à la situation d'exclusion, démontrant ainsi sa fiabilité. Il peut

s'agir de mesures prises, par exemple, au niveau technique, de l'organisation et du personnel en vue d'éviter toute répétition, d'indemniser le dommage ou de payer les amendes. Les preuves documentaires pertinentes démontrant les mesures correctrices prises doivent être annexées à la présente déclaration. Cette disposition ne s'applique pas aux situations visées au point d) de la présente déclaration.

VI – Justificatifs sur demande

Sur demande et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, la personne doit fournir des informations sur les personnes qui sont membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance. Elle doit également fournir les justificatifs suivants concernant la personne proprement dite et la ou les personnes physiques ou morales qui répondent indéfiniment des dettes de la personne:

Pour les cas mentionnés aux points a), c), d) ou f), un extrait récent du casier judiciaire est requis ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'établissement de la personne, dont il résulte que ces exigences sont satisfaites.

Pour les cas mentionnés aux points a) ou b), des certificats récents délivrés par les autorités compétentes de l'État concerné sont requis. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont la personne est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales. Lorsqu'un document visé ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment faite devant une autorité judiciaire ou un notaire ou, à défaut, une déclaration solennelle faite devant une autorité administrative ou un organisme professionnel qualifié du pays d'établissement.

La personne n'est pas tenue de fournir les justificatifs si elle les a déjà présentés aux fins d'une autre procédure de passation de marché. Les documents ne doivent pas avoir été délivrés plus d'un an avant la date à laquelle ils ont été demandés par le pouvoir adjudicateur et doivent être toujours valables à cette date.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure
Insérer autant de lignes que nécessaire.	

VII – Critères de sélection

➤ déclare que la personne susmentionnée satisfait aux critères de sélection qui lui sont applicables à titre individuel, tels que prévus par le cahier des charges, à savoir:	OUI	NON	Sans objet
a) elle a la capacité d'exercer l'activité professionnelle d'un point de vue légal et réglementaire, nécessaire à l'exécution du marché, conformément aux dispositions de la section 7.2 du A de l'Annexe 2 sous « Capacité juridique » ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
b) elle remplit les critères économiques et financiers applicables, mentionnés à la section 7.2 du A de l'Annexe 2 sous « Capacité financière » ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
c) elle remplit les critères techniques et professionnels applicables, mentionnés à la section 7.2 du A de l'Annexe 2 sous « Capacité technique et professionnelle ».	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

➤ si la personne susmentionnée est soumissionnaire unique ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe , déclare que:	OUI	NON	Sans objet
d) le soumissionnaire (y compris tous les membres du groupement en cas d'offre conjointe et les sous-traitants, le cas échéant) respecte l'ensemble des critères de sélection pour lesquels il sera procédé à une évaluation d'ensemble conformément au cahier des charges.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

VIII – Justificatifs aux fins de la sélection

Le signataire déclare que la personne susmentionnée peut fournir, sur demande et sans tarder, les documents justificatifs nécessaires énumérés dans les sections correspondantes du cahier des charges et qui ne sont pas disponibles sous forme électronique.

La personne n'est pas tenue de fournir les justificatifs si elle les a déjà présentés aux fins d'une autre procédure de passation de marché. Les documents ne doivent pas avoir été délivrés plus d'un an avant la date à laquelle ils ont été demandés par le pouvoir adjudicateur et doivent être toujours valables à cette date.

Le signataire déclare que la personne a déjà fourni les preuves documentaires aux fins d'une précédente procédure et confirme qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation:

Document	Référence complète de la précédente procédure
Insérer autant de lignes que nécessaire.	

La personne susmentionnée est susceptible d'être rejetée de la présente procédure et est passible de sanctions administratives (exclusion ou sanction financière) s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies pour participer à la présente procédure.

Nom et prénoms

Date

Signature

Formulaire 7 : Bordereau de prix

Bordereau de prix

(à retourner obligatoirement dans le cas d’une soumission)

Tous les prix sont exprimés en EUR, hors TVA

Soumissionnaire

Raison sociale :

Adresse du siège social :

Téléphone :

Fax :

Courriel :

Personne à contacter :

Bordereau de prix

	DESIGNATION	PRIX UNITAIRE PAR RAME STANDARD ² EN EUR (HTVA)	RAME STANDARD
1	Papier – A4 – 80g/m2 - blanc		500 feuilles
2	Papier – A3 – 80g/m2 - blanc		500 feuilles
3	Papier – A4 – 80g/m2 – bleu		500 feuilles
4	Papier – A4 – 80g/m2 - jaune		500 feuilles
5	Papier – A4 – 80g/m2 - orange		500 feuilles
6	Papier – A4 – 80g/m2 – mauve		500 feuilles
7	Papier – A4 – 80g/m2 - rose		500 feuilles
8	Papier – A3 – 80g/m2 – bleu		500 feuilles
9	Papier – A3 – 80g/m2 - jaune		500 feuilles
10	Papier – A3 – 80g/m2 - orange		500 feuilles
11	Papier – A3 – 80g/m2 – mauve		500 feuilles
12	Papier – A3 – 80g/m2 - rose		500 feuilles
13	Papier – A4 – 100g/m2 – blanc nacré – type conqueror velin		500 feuilles
14	Papier – A4 – 160g/m2 – blanc-		250 feuilles
15	Papier – A4 – 280g/m2 – blanc-		125 feuilles

Date :

Cachet et signature du soumissionnaire

² Rame standard :
= 500 feuilles pour 80 au 100g/m2
= 250 feuilles pour 160 g/m2
= 125 feuilles pour 280 gr/m2

Formulaire 8 : Hypothèse d'exploitation

Hypothèse d'exploitation

(à retourner obligatoirement dans le cas d'une soumission)

Tous les prix sont exprimés en EUR, hors TVA

Soumissionnaire

Raison sociale :

Adresse du siège social :

Téléphone :

Fax :

Courriel :

Personne à contacter :

	DESIGNATION	QUANTITE ESTIMEE (RAME) A	PRIX UNITAIRE EN EUR (RAME) B	PRIX EN EUR TOTAL (HTVA) AxB
1	Papier – A4 – 80g/m2 - blanc	40000		
2	Papier – A3 – 80g/m2 - blanc	500		
3	Papier – A4 – 80g/m2 – bleu	3500		
4	Papier – A4 – 80g/m2 - jaune	6500		
5	Papier – A4 – 80g/m2 - orange	500		
6	Papier – A4 – 80g/m2 – mauve	200		
7	Papier – A4 – 80g/m2 - rose	10		
8	Papier – A3 – 80g/m2 – bleu	50		
9	Papier – A3 – 80g/m2 - jaune	30		
10	Papier – A3 – 80g/m2 - orange	30		
11	Papier – A3 – 80g/m2 – mauve	30		
12	Papier – A3 – 80g/m2 - rose	10		
13	Papier – A4 – 100g/m2 – blanc nacré – type Conqueror velin	200		
14	Papier – A4 – 160g/m2 – blanc-	100		
15	Papier – A4 – 280g/m2 – blanc-	200		
PRIX TOTAL ESTIME POUR 4 ANS				

Les quantités ci-dessus indiquées peuvent varier selon les besoins de la Cour des comptes européenne, ces chiffres sont des estimations, pouvant varier sur la durée du marché, à la hausse ou à la baisse.

Date :

Cachet et signature du soumissionnaire